

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 3/2025

TABLE DES MATIERES

DOCTRINE

Notion de produit défectueux et obligation à la dette

par Gilles Cuniberti, Professeur à l'Université de Luxembourg

203

JURISPRUDENCE

Action en justice

- | | | |
|----|--|-----|
| 1° | Capacité pour agir en justice — Groupements — Conditions — Personnalité juridique — Acquisition de la personnalité juridique — Groupement étranger — C. trav., art. L.441-1 et s. ; NCPC, art. 50. | 262 |
| 2° | Action en justice — Recevabilité — Intérêt à agir — Notion — C. trav., art. L.441-1 et s. ; NCPC, art. 50. | 262 |

Agent immobilier

Commissions — Règlementation fixant le barème des commissions maxima — Abrogation — C. civ., art. 1134.	256
---	-----

Bail

- | | | |
|----|--|-----|
| 1° | Loyer — Capital investi — Notion — Évaluation — Preuve — Loi du 21 septembre 2006, art. 3(2) et (4). | 208 |
| 2° | Loyer — Capital investi — Travaux d'amélioration — Notion — Loi du 21 septembre 2006, art. 3(2). | 208 |
| 3° | Bail commercial — Résiliation — Lettre de résiliation — Obligation d'indiquer le motif de la résiliation (non) — C. civ., art. 1762-11, al. 2. | 222 |

Cautionnement

- | | | |
|----|---|-----|
| 1° | Cautionnement — Cautionnement solidaire et indivisible — Régime — Bénéfice de discussion des biens du débiteur principal (non) — Faillite du débiteur principal — Absence d'incidence sur le droit d'agir du créancier — C.civ., art. 2021. | 241 |
| 2° | Cautionnement — Validité — Conditions — Objet déterminé ou déterminable — Cautionnement « omnibus » — Cautionnement de dettes futures — Validité — C.civ., art. 1130 et 2016. | 241 |
| 3° | Cautionnement — Cautionnement sans limite de durée — Validité — C.civ., art. 2021. | 241 |

4°	Cautionnement — Cautionnement signé avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement — Régime — Obligation de la caution de se renseigner sur la situation financière du débiteur principal — C.civ., art. 2011 et 2016.	241
----	---	-----

Contrats, conventions et obligations

1°	Volonté des parties — Clauses claires et précises — Possibilité d'interprétation (non) — Possibilité de modification unilatérale de la teneur d'une clause claire et précise (non) — C. civ., art. 1134 et 1156.	256
2°	Consentement — Vices du consentement — Violence — Violence économique — Conditions — État de dépendance économique — Exploitation abusive de cet état — Crainte d'un mal menaçant les intérêts du cocontractant — Difficultés économiques — Cause de nullité (non) — C. civ., art. 1111 et 1112.	256
3°	Droit de rétention — Application — Garagiste réparateur — C. civ., art. 1134.	273
4°	Droit de rétention — Notion — Conditions — C. civ., art. 1134.	273

Droit international privé

Exequatur — Décision étrangère inconciliable avec une décision nationale — Conditions — Sanction — Refus de reconnaissance — Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000, art. 34 point 3).	288
---	-----

Droit pénal

1°	Peine — Exécution — Sursis — Obligation de motivation spéciale — Peine d'emprisonnement ou de réclusion ferme — Peine assortie d'un sursis intégral — Sursis simple ou probatoire — Obligation de motivation (non) — C. proc. pén., art. 195-1.	235
2°	Droit pénal spécial — Banqueroute frauduleuse — Détournement d'actif — Éléments constitutifs — Élément moral — Dol spécial — Charge de la preuve du prévenu — C. pén., art. 489 ; C. com., art. 577.	278
3°	Droit pénal spécial — Harcèlement obsessionnel — Notion — Infraction autonome — C. pén., art. 442-2.	283
4°	Droit pénal spécial — Harcèlement obsessionnel — Éléments constitutifs — Élément matériel — C. pén., art. 442-2.	283
5°	Droit pénal spécial — Harcèlement obsessionnel — Éléments constitutifs — Élément moral — C. pén., art. 442-2.	283

Jugement

Matière pénale — Obligation de motivation — Moyens péremptoires — Notion — Const., art. 109 ; C. proc. pén., art. 195.	237
--	-----

Référé

Référé-sauvegarde — Voie de fait — Droit de rétention — Appréciation — Examen de la contestation fondée sur le droit de rétention — NCPC, art. 933.	273
---	-----

Sociétés

1°	Société européenne — Constitution — Implication des salariés — Négociation d'un accord — Contestations — Compétence matérielle — Compétence territoriale — C. trav., art. L.444-9.	262
----	--	-----

2°	Sociétés — Société européenne — Implication des salariés — Obligation d'information et de consultation — Droits relatifs à la participation des salariés — Principe « avant-après » – C. trav., art. L.443-5.	262
----	---	-----

Violence domestique

	Protection — Exigence d'une cohabitation dans un cadre familial — Notion — Appréciation stricte — Cohabitation actuelle ou passée — Existence de liens familiaux ou affectifs dans lesquels le comportement reproché prend sa source — NCPC, art. 1017-8.	251
--	---	-----